U.G.P

UNION DES GAULLISTES DE PROGRES

10, rue des Jeûneurs - 75002 PARIS Tél. 236.26.28



UNE NOUVELLE RÉSISTANCE

Des candidats gaullistes de progrès se présentent dans toute la France pour dénoncer la politique de régression sociale et du renoncement national de la « majorité » et faire appel aux Français qui restent attachés aux grands principes gaulliens d'autorité de l'Etat sur les intérêts particuliers, de participation et d'indépendance nationale.

les institutions

Aujourd'hui les institutions de la cinquième République sont acceptées et elles ne sauraient être l'apanage d'un clan, fut-ce de l 'acturelle majorité. M. Debré disait, s'adressant aux socialistes : «Un jour vous me remercierez, c'est pour vous que j'ai travaillé». La gauche a fini par le comprendre. Elle ne remet pas en cause les institutions. Si elle propose la suppression de l'article 16, il faut convenir que l'utilisation que pourrait en faire un successeur du Général de Gaulle pourrait être plus que discutable. Cette modification apparaît mineure en regard de celles qui ont été réalisées par Giscard d'Estaing et la majorité. Ils en ont modifié de fait le fonctionnement démocratique en changeant les conditions de candidature à la présidence de la République, en rendant au Sénat ses antiques prérogatives, objet du référendum de 1969, et en acceptant que l'actuel président utilise son pouvoir moins pour les intérêts des Français que pour ceux de Holdings financiers.

Qu'on nous épargne les querelles juridiques qui cachent le véritable enjeu de 1978. Il faudra certes améliorer encore le fonctionnement des institutions dans le sens d'une plus grande démocratie ; mais on ne saurait toucher à leur fondement. Le véritable enjeu de ces élections sera de restaurer l'indépendance de l'Etat, de redéployer la puissance économique dans l'intérêt des travailleurs et de rendre à chacun la possibilité de vivre avec dignité.

la participation

En dépit d'une ligne politique fondamentalement conservatrice et de tant de reniements, le R.P.R. ne peut passer la participation sous silence : il a besoin des voix populaires qui soutenaient de Gaulle. Pour garder ces voix sans effrayer les puissances d'argent qui le portent, le R.P.R. doit retrouver un langage que de vieux militants abusés n'ont pu oublier, tout en prenant soin d'en gommer la logique et d'en limer les angles. La tâche est d'autant plus délicate que les gaullistes libres savent ce que participation veut dire, et le disent. Il faut donc recourir à la technique du flou artistique chère aux politiciens.

On cite la participation aux bénéfices en se gardant bien de souligner son caractère dérisoire dans la quasi-totalité des entreprises françaises. On amalgame allègrement l'amendement Vallon à l'actionnariat ouvrier, et l´on place Georges Pompidou au rang des fondateurs de la participation. Qui peut oublier l´attitude hostile du défunt président, alors Premier ministre, lorsque le général de Gaulle voulut jeter les bases d'une véritable participation en 1967, puis en 1969 ?

Ce que l'on se garde bien de mettre en lumière, c'est, au sens gaullien du terme, le fondement d'une authentique participation des travailleurs dans l'entreprise : fondement théorique énoncé dès l'époque du R.P.F., et qui suscita tout le combat des gaullistes de gauche en vue d' abolir le salariat pour désaliéner la classe ouvrière par rapport à son travail.

Il s'agit du droit de propriété des salariés sur les fruits de leur travail, y compris sur les fruits qui sont réinvestis dans l'entreprise par incorporation de réserves.

Il s'agit du droit des salariés à décider de l´organisation de leur travail et du destin de leurs moyens de production, c'est-à-dire de leurs moyens d'existence.

l'indépendance nationale

S'il convient de poursuivre les efforts pour parvenir à une désarmement général effectif et contrôlé, le simple bon sens impose, tant qu'un tel objectif n'est pas réalisé, et d'abord par les superpuissances, de maintenir une défense nationale crédible fondée, d'une part, sur la force de dissuasion nucléaire tous azimuts et, d'autre part, sur une force territoriale capable, par la formation donnée à l'ensemble de la population, d'assurer en cas d'occupation la résistance du peuple tout entier. Mais aujourd'hui, il ne suffit pas d'assurer sa défense sur le seul plan militaire, il faut encore pouvoir, dans la vie quotidienne, se donner la possibilité de l'indépendance économique sans laquelle il ne peut y avoir que subordination à un impérialisme habile à imposer ses volontés par l'utilisation des groupes de pression, les interventions économiques, les manipulations monétaires et le maniement de tous les moyens de communication de masse propices à la colonisation culturelle et linguistique. Cela implique des mesures sévères de contrôle du marché national et de l' activité des sociétés multinationales, la relance de grands programmes dans les secteurs de pointe de l'économie, la recherche de nouvelles sources d'énergie, le développement de celles insuffisamment exploitées, la reprise de celles délaissées, le refus de s'engager plus avant dans une communauté européenne de plus en plus atlantique, la diversification du commerce extérieur par la recherche d'autres marchés dans le tiers monde et les pays socialistes. Cela demande encore d'accentuer la lutte pour réformer le système monétaire international, pour établir un plus juste équilibre des marchés mondiaux et renforcer dans le monde la politique de non-alignement par laquelle briser le carcan des blocs.

Alors :

OUI, nous sommes gaullistes et voulons défendre pleinement les options d'avenir définies par le Général de Gaulle.

OUI, nous sommes pour l'Union des forces de progrès, c'est-à-dire l'union de la gauche face à l'union de la droite.

NON, nous ne cautionnerons pas, en mars 1978, si le programme commun n'est pas actualisé, des partis de gauche qui se voudraient anti-nucléaires (la force de dissuasion ne pouvant se concevoir sans l'arme nucléaire alors que d'autres puissances la possèdent) et favorables à la supranationalité.

Devant le péril grandissant de la domination germano-américaine, existent les bases d'un grand rassemblement populaire qui mettra en oeuvre une politique de réelles transformations sociales, de défense nationale, tant militaire, qu'économique ou culturelle, d'indépendance nationale et de solidarité avec les peuples en lutte contre l'hégémonie.

Les choix politiques de l' U.G.P

- la défense des institutions de la Vème République ;

- l'unité nationale dans le respect des identités régionales ;

- le progrès social ;

- la participation dans tous les domaines (université, région) et en particulier celle aux résultats, au capital et aux responsabilités dans l' entreprise ;

- le rayonnement international de la France, l'indépendance politique, économique, et culturelle face à l'asservissement supranational et au bloc atlantique ;

- l'attachement à la force de dissuasion nucléaire ;

- le soutien au tiers monde et à l'ensemble des peuples qui combattent pour le non-alignement et le droit à disposer d'eux-mêmes ;

- la solidarité culturelle avec l'ensemble des nations francophones.

Concrètement : le destin du bassin de la Sambre ne doit pas échapper à ceux qui y vivent. L'infrastructure industrielle y est bonne, mais la décision de renouveler et de maintenir les usines appartient à des sociétés financières multinationales. Le Gouvernement actuel est le complice, voire l'instrument de la dévitalisation économique de la France en général, et du bassin en particulier. D'autres décident contre Vous.

Quelles que soient les conditions dans lesquelles la gauche ira aux élections, les Gaullistes de Progrès seront avec la gauche et avec la gauche seulement.

NOUS APPELONS TOUS LES GAULLISTES AUTHENTIQUES A NOUS REJOINDRE

DANS CETTE NOUVELLE RESISTANCE

Gilbert CAZAUX

IMP. R.V.B.G.